



**PRÉFET
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement des
Pays de la Loire**

Unité départementale Anjou Maine
rue du Cul d'Anon
BP 80145
49183 SAINT-BARTHÉLÉMY-D'ANJOU

SAINT-BARTHÉLÉMY-D'ANJOU, le 27 juin 2024

La Directrice
à
Monsieur le Directeur
TERRENA
30 boulevard de l'Industrie
49000 Écouflant

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/06/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

TERRENA

Zone Industrielle
Route de Montreuil
49700 Doué-en-Anjou

Références : SRNT-2024-0470
Code AIOT : 0006303489

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/06/2024 dans l'établissement TERRENA implanté Zone Industrielle - Route de Montreuil 49700 Doué-en-Anjou. L'inspection a été annoncée le 27/05/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TERRENA
- Zone Industrielle - Route de Montreuil 49700 Doué-en-Anjou
- Code AIOT : 0006303489
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Nature de l'activité : stockage de céréales

- 1 SILO d'une capacité totale de stockage de 19 570 m³ comprenant :
- 12 cellules de 1533 m³ ;
- 2 cellules grains humides tampon au niveau du séchoir (CH1 et CH2) d'environ 266 m³ et 2

- cellules tampons (C13 et C14) d'environ 173 m³ ;
- 4 boisseaux d'expédition : 2 de 80 m³ et 2 de 66 m³ ;
- 1 tour de manutention d'une hauteur de 26 m ;
- 1 galerie sous-cellule.

Ce silo est un SETI « silo à Enjeux très importants » (magasin de vente de Terrena dans les zones forfaitaires du silo, les zones des effets létaux touchent légèrement la propriété de la coopérative légumière, les effets indirects par bris de vitre touchent des établissements recevant du public).

Contexte de l'inspection :

- Récolement de mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Récolement APMD du 18 août 2023	AP de Mise en Demeure du 18/08/2023, article 1	Levée de mise en demeure
2	Récolement APMD du 18 août 2023	AP de Mise en Demeure du 18/08/2023, article 1	Levée de mise en demeure
3	Suite visite du 14 juin 2023 - Point contrôle n°3	Arrêté Préfectoral du 10/01/2019, article 2.3.3.2	Sans objet
4	Suite visite du 14 juin 2023 - Point contrôle n°6	Arrêté Préfectoral du 10/01/2019, article 7.5.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection permet de proposer la levée de la mise en demeure du 18/08/2023 ainsi que de solder les constats de la visite du 14/06/2023.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Récolement APMD du 18 août 2023

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 18/08/2023, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Besoins en eau incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société « TERRENA » exploitant un silo sise sur la commune de Doué-en-Anjou (commune déléguée de Doué-la-fontaine) est mise en demeure de respecter, dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté préfectoral, les dispositions de :</p> <ul style="list-style-type: none"> l'article 7.7.3 de l'arrêté préfectoral du 10 janvier 2019 en disposant d'une réserve d'eau incendie de 240 m³ et en justifiant des débits des poteaux incendies disponibles ; [...] <p>L'exploitant adresse au préfet de Maine-et-Loire les justificatifs attestant du respect de ces dispositions dans ce même délai.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par courrier du 17 octobre 2023, l'exploitant a sollicité une modification du quatrième tiret de l'article 7.7.3 de son arrêté préfectoral complémentaire du 10 janvier 2019. Cette prescription concerne la disponibilité des moyens en eau sur le site en cas d'incendie. Il s'agit de la prescription visée par l'APMD du 18/08/2023.</p> <p>Après instruction de la demande, l'inspection des installations classées a acté par rapport du 26/03/2024 (SRNT-2024-221) la suppression de l'article 7.7.3 de l'arrêté préfectoral du 10 janvier 2019, remplacé par de nouvelles dispositions relatives au besoin en eau incendie.</p> <p>Le projet d'APC proposé par l'inspection réduit le besoin en eau incendie à 60 m³/h pendant 2 heures. Le site doit donc disposer d'une réserve d'eau incendie de 120 m³ (et non plus 240 m³).</p> <p>À la date de la visite, l'exploitant a reçu le projet d'APC de la préfecture dans le cadre du contradictoire. Il a indiqué ne pas avoir de remarques sur cet arrêté.</p> <p>Le projet d'APC n'était donc pas encore signé.</p>

<p>L'exploitant a indiqué avoir reçu un devis pour la mise en place d'une bâche de 120 m³ auprès de la société CITERNEO. Il a contacté également le SDIS afin d'obtenir leur avis sur la mise en place de celle-ci (conformément au projet d'APC). À la date de la visite d'inspection, le rendez-vous avec le SDIS n'était pas encore fixé.</p> <p>Une fois l'avis du SDIS obtenu, l'exploitant passera la commande pour l'installation de la bâche.</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de transmettre les justificatifs (photos) de la mise en place effective de la bâche.</p> <p>Concernant l'APMD, dans la mesure où le projet d'APC supprime le point de contrôle objet de la mise en demeure, l'inspection propose d'abroger celui-ci.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 2 : Récolement APMD du 18 août 2023

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 18/08/2023, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Isolement des réseaux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société « TERRENA » exploitant un silo sise sur la commune de Doué-en-Anjou (commune déléguée de Doué-la-fontaine) est mise en demeure de respecter, dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté préfectoral, les dispositions de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • [...] • l'article 7.7.4 de l'arrêté préfectoral du 10 janvier 2019 en assurant un isolement des réseaux d'eaux pluviales afin de confiner sur le site les eaux d'extinction incendie et en mettant en place les consignes associées. <p>L'exploitant adresse au préfet de Maine-et-Loire les justificatifs attestant du respect de ces dispositions dans ce même délai.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par courrier du 22 février 2024, l'exploitant a transmis ses justificatifs quant à ses capacités de confinement des eaux incendie sur son site.</p> <p>En cas d'incendie, les eaux pourraient être contenues dans la fosse de pied d'élévateur, dans la galerie sous cellule et dans la fosse de réception. Cela représente un volume global de 377 m³.</p> <p>L'arrêté préfectoral actuel prévoit un besoin de confinement de 360 m³. Les capacités sont donc supérieures. À noter que dans le projet d'APC évoqué au point de contrôle précédent, ce besoin de confinement des eaux incendie est revu à 120 m³.</p> <p>Néanmoins, le site dispose également d'un réseau d'eau pluviales avec plusieurs regards sur la voirie. En cas d'incendie, l'exploitant doit pouvoir isoler ses réseaux.</p> <p>Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a indiqué avoir acheté des plaques obturatrices à placer sur les regards en cas d'incendie. Il a rédigé également une consigne, affichée dans le bureau d'exploitation, intitulée « confinement des eaux d'extinction – silo Doué-lé-Fontaine » et référencée CS-IN-TER-08.</p> <p><u>Remarque :</u> le plan de localisation des regards d'eaux pluviales intégré à la consigne est incomplet. Un regard n'a pas été identifié. L'exploitant mettra à jour sa consigne et se procurera une plaque obturatrice supplémentaire.</p>

<p>L'exploitant a indiqué lors de la visite avoir prévu aux travaux de 2025 la mise en place d'une vanne guillotine en sortie du réseau d'eaux pluviales.</p> <p>L'inspection considère que les plaques obturatrices et consigne associée répondent à la prescription de l'arrêté du 10 janvier 2019. L'inspection propose d'abroger ce point de contrôle de l'APMD du 18/08/2023. L'APMD peut donc être abrogé dans sa totalité.</p> <p>L'inspection souligne toutefois que la mise en place d'une vanne guillotine constitue un meilleur standard et encourage l'exploitant à mettre en œuvre son projet.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 3 : Suite visite du 14 juin 2023 - Point contrôle n°3

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/01/2019, article 2.3.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes de sécurité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Ces consignes indiquent notamment :- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides.) ;- la conduite à tenir et les mesures d'urgence à prendre en cas d'accident (incendie, explosion, déversement accidentel de liquides...) ;- les moyens d'intervention et de protection à utiliser en fonction des risques ;- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours ;- la procédure permettant, en cas de lutte contre un incendie, d'isoler le site afin de prévenir tout transfert de pollution vers le milieu récepteur ;- les interdictions de fumer et d'apporter du feu sous une forme quelconque ;- l'obligation du L permis d'intervention M ou L permis de feu M ;- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident ;- l'obligation de disposer d'une procédure de mise en sécurité permettant, en cas d'arrêt prolongé de la manutention, de mettre hors tension tout appareil et tout équipement ne concourant pas à la bonne conservation des grains (hors circuit spécifique lié à la ventilation, les automates de gestion et la silo-thermométrie) ;- l'obligation de réaliser une ronde à minima hebdomadaire durant les périodes de réception et de manutention des produits, afin notamment de contrôler la température des produits stockés et la propreté. Les procédures d'alerte doivent inclure les entreprises et tiers à proximité immédiate du site(coopérative légumière...) susceptible d'être affectés par les zones d'effets du silo modélisées dans l'étude des dangers.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Constat de la précédente visite du 14/06/2023 :</u></p> <p>L'exploitant doit disposer a minima des consignes définies à l'article 2.3.3.2 de l'APC du 10 janvier 2019.</p> <p>Lors de l'inspection, il a pu être constaté que l'exploitant dispose d'un certain nombre de consignes affichées au bureau d'exploitation, auxquelles s'ajoutent des procédures d'intervention archivées dans un classeur, et du guide d'exploitation des silos interne au groupe TERRENA (orienté qualité produit).</p> <p>Tous ces documents ont été transmis par courriel le jour même et ont fait l'objet d'un contrôle sur pièces.</p> <p>Ce contrôle a permis de constater l'absence :</p> <ul style="list-style-type: none"> • de procédure permettant, en cas de lutte contre un incendie, d'isoler le site afin de prévenir tout transfert de pollution vers le milieu récepteur. Le site n'est d'ailleurs pas équipé de dispositif d'isolement des réseaux (les suites sont gérées au point de contrôle n°11 du présent rapport) ; • de procédure d'alerte incluant les entreprises et tiers à proximité immédiate du site (coopérative légumière...) susceptibles d'être affectés par les zones d'effets du silo

<p>modélisées dans l'étude des dangers.</p> <p>Par courriel du 16 juin 2023, l'exploitant a transmis la consigne générale incendie mise à jour, incluant l'alerte des tiers. Les contacts des entreprises voisines sont répertoriés.</p> <p>Lors de la visite du 25 juin 2024, l'inspection a pu vérifier la présence d'une consigne concernant l'isolement des réseaux ainsi que d'une consigne sur l'alerte des tiers.</p> <p>Ce point est soldé.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Suite visite du 14 juin 2023 - Point contrôle n°6

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/01/2019, article 7.5.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Liste de mesures de maîtrise des risques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant rédige une liste des mesures de maîtrise des risques identifiées dans l'étude de dangers et des opérations de maintenance qu'il y apporte. Elle est mise à jour régulièrement et tenue à la disposition de l'inspection des installations classées et fait l'objet d'un suivi rigoureux. Ces dispositifs sont contrôlés périodiquement et maintenus au niveau de fiabilité décrit dans l'étude de dangers, en état de fonctionnement selon des procédures écrites. Les opérations de maintenance et de vérification sont enregistrées et archivées. En cas d'indisponibilité d'un dispositif ou élément d'une mesure de maîtrise des risques, l'installation est arrêtée et mise en sécurité sauf si l'exploitant a défini et mis en place les mesures compensatoires dont il justifie l'efficacité et la disponibilité.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Constat de la visite du 14 juin 2023 :</u></p> <p>Le site TERRENA de Doué-en-Anjou a fait l'objet d'une étude de dangers dont les derniers compléments datent du 26 juin 2018. Cette étude a mis en évidence plusieurs scénarios avec des distances d'effets pouvant impacter des tiers. L'instruction de l'EDD par l'inspection l'a conduit à proposer un arrêté préfectoral complémentaire afin d'encadrer certaines dispositions. En l'occurrence, l'article 7.5.1 visé ici a pour objet d'encadrer plus précisément les attendus dans le suivi et la maintenance des mesures de maîtrise des risques (barrières MMR intervenant dans les scénarios impactant des tiers).</p> <p>L'article 7.5.1 de l'APC du 10 janvier 2019 impose à l'exploitant d'avoir une liste détaillée des MMR identifiées dans l'étude. Pour chaque MMR, les opérations de maintenance doivent être précisées, avec leur périodicité et enregistrées et archivées. Les MMR sont maintenus au niveau de fiabilité décrit dans l'étude de dangers selon des procédures écrites.</p> <p>En cas d'indisponibilité d'une MMR, l'installation est arrêtée et mise en sécurité sauf si l'exploitant a défini et mis en place les mesures compensatoires dont il justifie l'efficacité et la disponibilité. Lors de la visite d'inspection, l'exploitant n'a été en mesure de présenter d'élément permettant de répondre à cette prescription. Il ne dispose pas de liste détaillée des MMR, n'a pas clairement défini les opérations de maintenance pour chacune d'entre elles, ni leur périodicité de contrôle. Aucune procédure n'impose l'arrêt de l'installation en cas d'indisponibilité d'une MMR, et aucune mesure compensatoire n'est définie.</p> <p>----</p> <p>Par courriel du 15 septembre 2023, l'exploitant a transmis sa liste MMR.</p> <p>Lors de la visite du 25 juin 2024, l'inspection a pu vérifier la présence de cette liste MMR. L'exploitant indique être reparti de son EDD afin de lister les différentes barrières. Il n'a pas fait de distinction entre barrière de sécurité et MMR, considérant l'ensemble des barrières comme MMR. Cette approche est conservatoire. La liste des MMR identifie chacune d'entre elle, et donne les</p>

informations relatives aux maintenances associées et à leur fréquence.

Remarque : Pour les MMR qui en disposent, le tableau pourrait utilement faire le lien avec les procédures du référentiel TERRENA.

Ce point est soldé.

Type de suites proposées : Sans suite